

*Le budget—M. MacLaren*

nant confrontés au chauchemar de la paperasserie. Le surcroît de travail des comptables sera directement proportionnel au nombre de faillites de petites entreprises.

Il y a une très longue liste de questions restées sans réponse. Quel sera le crédit de taxe sur les ventes et qui en profitera? Quelle aide sera accordée aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants qui devront s'acquitter des formalités administratives associées à cette taxe? Quelles seront les répercussions de la nouvelle taxe sur les différentes régions du Canada?

Nous de ce côté-ci de la Chambre n'appuyons pas les augmentations d'impôt cachées visant à créer de nouvelles recettes pour financer une réduction du déficit. Nous avons manqué l'occasion de faire une vraie réforme et les Canadiens qui peuvent le moins se le permettre vont en faire les frais.

Le développement régional a toujours été considéré par les libéraux comme un aspect fondamental de la fédération canadienne. A la suite de la récession de 1981-1982, on aurait espéré que les régions auraient autant bénéficié de la relance économique que le centre du Canada. Mais cela n'a pas été le cas sous le gouvernement conservateur. Alors que le taux de chômage de l'Ontario est plus bas aujourd'hui qu'il ne l'était avant la récession, dans le reste du pays il est, en moyenne, plus élevé qu'il ne l'était auparavant.

Pourquoi y a-t-il tant de chômage dans de nombreuses régions du Canada? Il y a certes des facteurs structurels, mais la grande différence dans les taux de chômage est surtout due à certaines des politiques du gouvernement.

La première d'entre elles est la politique de taux d'intérêt élevés. Alors qu'il y a 15 p. 100 de chômage à Terre-Neuve, 13 p. 100 à l'Île-du-Prince-Édouard, 12 p. 100 au Nouveau-Brunswick, il est facile de comprendre pourquoi les premiers ministres provinciaux considèrent le chômage comme un problème plus important que le taux d'inflation de 3 p. 100 à Saint John's ou à Charlotte-town ou de 4 p. 100 à Halifax.

Le gouvernement a suivi le conseil du gouverneur de la Banque du Canada selon lequel un taux d'intérêt national unique est la seule politique monétaire valable pour notre pays. Mais il ne l'a absolument pas écouté lorsqu'il lui a dit que la politique budgétaire peut compenser dans une certaine mesure les inconvénients d'une politique monétaire nationale. La Banque du Canada n'interviendra pas, le gouvernement non plus. Aussi les régions les plus défavorisées vont maintenant être touchées sur deux plans. Elles doivent payer des taux d'intérêt qui ont peu de rapport avec la situation locale, et en même temps le

gouvernement leur coupent radicalement les programmes de développement régional.

Si le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances se désintéressent tous les deux du développement régional, qui viendra en aide à nos régions? Qui est chargé de s'en occuper? Le ministre pense-t-il que davantage de privatisation, de déréglementation, de réduction des subventions à VIA Rail vont aider ces régions, vont contribuer à unifier le pays?

Ne devons-nous pas manifester un certain souci mutuel parmi les régions du Canada? Ou ne sommes-nous pas en train de voir un gouvernement, préoccupé par son accord de libre-échange avec les États-Unis, se préparer, consciemment ou inconsciemment, pour le jour où les Américains condamneront les programmes de développement régional du Canada en y voyant des subventions ayant pour effet de fausser le commerce international? Le gouvernement pense-t-il éviter le problème en réduisant ou en supprimant les programmes de développement régional dès maintenant, avant le début des négociations avec les États-Unis?

• (1340)

Pendant la dernière campagne électorale, il y avait des avertissements que l'Accord de libre-échange avec les États-Unis faisait peser une grave menace pour le développement régional du Canada. Malgré les dénégations répétées du gouvernement, l'aide au développement pour les régions qui en ont le plus grand besoin se trouve en effet maintenant réduite radicalement.

Quelles sont les régions qui souffriront le plus cruellement de ces réductions? Ce sont celles qui sont déjà plongées dans la misère économique, le Cap-Breton, la Gaspésie, les villes de l'intérieur de la Colombie-Britannique. La gravité des répercussions de ces réductions va bien sûr varier, mais le fait reste que les répercussions locales de certaines de ces réductions, même les moins fortes, seront hors de toute proportion avec leur importance budgétaire.

La baisse des subventions affectées au développement économique et régional dans les secteurs des pêches et des forêts pourrait se répercuter sur l'économie générale de plusieurs provinces productrices de matières premières. C'est cela que le gouvernement entendait lorsqu'il parlait de politique juste envers tous les Canadiens? Est-ce cela qu'il voulait dire lorsqu'il a parlé de partage?

Le ministre des Finances jongle avec le déficit. Parce qu'il veut à tout prix donner l'impression qu'il a finalement opéré de véritables réductions dans le déficit du gouvernement, son propre déficit, le ministre a décidé de refiler la note aux provinces.